



27 août 2018

(18-5347)

Page: 1/2

Original: anglais

UKRAINE – MESURES ANTIDUMPING VISANT LE NITRATE D'AMMONIUM

NOTIFICATION D'UN APPEL PRÉSENTÉE PAR L'UKRAINE AU TITRE DE L'ARTICLE 16:4 ET DE L'ARTICLE 17 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LES RÈGLES ET PROCÉDURES RÉGISSANT LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS (MÉMORANDUM D'ACCORD) ET DE LA RÈGLE 20 1) DES PROCÉDURES DE TRAVAIL POUR L'EXAMEN EN APPEL

La communication ci-après, datée du 23 août 2018 et adressée par la délégation de l'Ukraine, est distribuée aux Membres.

Conformément à l'article 16:4 du Mémoire d'accord, l'Ukraine notifie à l'Organe de règlement des différends sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci dans le différend *Ukraine – Mesures antidumping visant le nitrate d'ammonium* (WT/DS493). Conformément à la Règle 20 1) des Procédures de travail pour l'examen en appel, l'Ukraine dépose simultanément la présente déclaration d'appel auprès du secrétariat de l'Organe d'appel.

Pour les raisons qu'elle développera dans ses communications à l'Organe d'appel, l'Ukraine fait appel des constatations, conclusions et recommandations du Groupe spécial, et demande que l'Organe d'appel les infirme, en ce qui concerne les erreurs ci-après figurant dans le rapport du Groupe spécial¹:

- a. le Groupe spécial a fait erreur lorsqu'il a constaté que la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie indiquait les décisions de 2008 et 2010 comme mesures en cause au sens de l'article 6:2 du Mémoire d'accord et que ces mesures relevaient donc de son mandat. Par conséquent, l'Ukraine demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.24, 7.26, 7.27, 7.28 et 8.1 a);
- b. le Groupe spécial a agi en violation des articles 7:1 et 11 du Mémoire d'accord en formulant des constatations au sujet d'une allégation que la Russie n'a jamais faite dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, dans sa première communication écrite ni dans sa déclaration liminaire à la première réunion de fond du Groupe spécial. Par conséquent, l'Ukraine demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.147, 7.149, 7.150, 7.151, 7.152, 8.3 a) i) et 8.3 a) ii);
- c. le Groupe spécial a fait erreur lorsqu'il a constaté que l'Ukraine avait agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping en ne calculant pas le coût de production du produit faisant l'objet de l'enquête sur la base des registres des producteurs. Par conséquent, l'Ukraine demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.89, 7.90, 7.91, 7.92 et

¹ Conformément à la Règle 20 2) d) iii) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, la présente déclaration d'appel comprend une liste indicative des paragraphes du rapport du Groupe spécial contenant les erreurs alléguées, sans préjudice de la capacité de l'Ukraine de mentionner d'autres paragraphes du rapport du Groupe spécial dans le contexte de son appel.

- 8.2 a), qui sont fondées sur le raisonnement juridiquement erroné qu'il a fait aux paragraphes 7.85 à 7.88;
- d. le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 2.2 de l'Accord antidumping lorsqu'il a constaté que l'Ukraine avait violé cet article en n'utilisant pas les frais réels "dans le pays d'origine" pour calculer le coût de production des producteurs russes visés par l'enquête. Par conséquent, l'Ukraine demande à l'Organe d'appel d'infirmier les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.99, 7.101, 7.102, 7.103 et 8.2 b);
 - e. le Groupe spécial a fait erreur dans l'application de l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping en constatant que le MEDT de l'Ukraine s'était appuyé sur des frais qui avaient été calculés d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping pour appliquer le critère des opérations commerciales normales. Par conséquent, l'Ukraine demande à l'Organe d'appel d'infirmier les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.114, 7.116, 7.117, 7.118 et 8.2 c); et
 - f. le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi, et a donc agi en violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord, lorsqu'il a examiné la portée, le sens et la teneur de la décision de 2010 et des jugements des tribunaux ukrainiens, en particulier la décision du Tribunal administratif de district de Kiev, et il a fait erreur lorsqu'il a conclu que les autorités ukrainiennes avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 5.8 de l'Accord antidumping. Par conséquent, l'Ukraine demande à l'Organe d'appel d'infirmier les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.147, 7.149, 7.150, 7.151, 7.152, 7.154, 7.157 et 8.3 a).
-